



Plutôt que la TVA antisociale : Très Vite Augmenter les salaires !

En ce début d'année, les raisons de se mobiliser sont nombreuses.

Le 18 janvier, le Président de la République convoque un « sommet social de l'emploi ». Sarkozy, serviteur zélé du Medef veut frapper vite et fort.

Cette annonce ne peut masquer la très forte dégradation de la situation de l'emploi et l'annonce de plans de licenciements dans de nombreuses entreprises. En 3 ans, la France a perdu 100 000 emplois. Dans l'industrie et 900 sites industriels ont fermé.

Le chômage a progressé deux fois plus vite en 2011 qu'en 2010, frôlant la barre des 10 %, nouvelle preuve de la nocivité des choix gouvernementaux dans le domaine économique et social. De plus en plus de salariés sont pris à la gorge et n'en peuvent plus !

Dans ces conditions, la CGT propose de faire du rendez vous du mercredi 18 janvier, un temps fort de mobilisation unitaire pour faire entendre les exigences des salariés !

Ainsi, l'annonce du projet gouvernemental de « **TVA sociale** » est injuste et inacceptable ! Cela servira une fois de plus à venir **gonfler les profits du patronat.**

Augmenter un impôt indirect, le plus injuste des impôts celui qui frappe le plus durement les populations défavorisées, porterait atteinte au pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des privés d'emplois. Cette TVA « **anti-sociale**»

réduirait la consommation et amplifierait la crise.

Transférer les cotisations sociales vers l'impôt, c'est faire un cadeau au patronat. C'est ouvrir clairement la voie de la privatisation de notre système de protection sociale.

La volonté du patronat et du gouvernement: c'est facilité le recours au chômage partiel, diminuer les droits des salariés, flexibiliser et précariser pour moins de salaire, remettre en cause les prérogatives des comités d'entreprise.

Ce qu'il faut pour sortir de la crise c'est au contraire augmenter les salaires, les pensions et développer l'emploi.

Pour la CGT, l'augmentation des salaires est une urgence sociale, l'augmentation des salaires est

nécessaire et possible !!

Tout est une question de choix politiques car les moyens existent !

La France est un pays riche, mais les richesses créées par le travail sont accaparées par une minorité qui s'en met plein les poches !

La misère grandit dans les proportions inverses ou s'accroissent des fortunes gigantesques des actionnaires du CAC 40.

En 2010, 172 milliards d'euros d'exonérations fiscales et aides ont été versées aux entreprises !!

Depuis 2007, 11.4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux ont été octroyés aux plus riches.

**Le 18 janvier
Mobilisons- nous
dans les entreprises
dépôt des
revendications
auprès des employeurs,
décidons d'arrêt de
travail.**

**Rassemblement interprofessionnel
Mercredi 18 janvier 2012 à 17H00
Devant le Medef
(14 Bd Rocheplatte)**

La CGT met en débat 10 exigences pour sortir de la crise, ce n'est pas aux salariés de payer.

• 1/ Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Il est urgent de porter le SMIC à 1700 euros brut par mois et résorber les inégalités de traitement entre les femmes et les hommes.

• 2/ Contrôler les aides publiques aux entreprises,

Le montant des exonérations fiscales et sociales, plus les autres aides publiques aux entreprises correspondent à 170 milliards d'euros soit 9 millions de SMIC annuels.

• 3/ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.

Le système d'indemnisation du chômage ne bénéficie qu'à moins d'un chômeur sur 2. Le chômage des plus de 50 ans touche 810 000 personnes, soit 300 000 de plus qu'en 2008.

• 4/ Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.

Privilégier les créations d'emplois et l'augmentation des salaires.

• 5/ Stopper les suppression d'emplois.

Cela demande d'orienter les investissements dans le développement industriel, la recherche, préserver l'environnement et créer des emplois qualifiés nécessaires à temps complet. Il faut stopper le non remplacement d'un fonctionnaire sur 2.

• 6/ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.

• 7/ Réformer la fiscalité en profondeur.

• 8/ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.

• 9/ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

• 10/ Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

Partout en Europe, les salariés se mobilisent massivement. En France aussi, unis, nous sommes une force qui compte.

✂-----

Je me syndique à la CGT !

Nom:Prénom:.....Age:.....
Adresse:.....Ville:.....
Code Postal:..... Tél:.....E-mail:.....
Entreprise:.....
Ville et code postal de votre entreprise:.....

A renvoyer à : Union départementale CGT Loiret
10 rue Théophile Naudy CS 116-33 45006 Orléans CEDEX 2
Tél.: 02 38 62 52 22 - Fax : 02 38 53 84 97 - Email: udcgtoiret@wanadoo.fr

